ZAY (Jean, Élie, Paul). né le 6 août 1904 à Orléans (Loiret).

Député du Loiret de 1932 à 1942
Sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil du 26 janvier au 4 juin 1936
Ministre de l'Éducation nationale du 4 juin 1936 au 10 septembre 1939

Les grands-parents paternels de Jean Zay étaient des israélites alsaciens qui, ayant opté pour la France en 1871, vinrent s'installer à Orléans. Leur fils, Élie, devint rédacteur en chef du Progrès du Loiret ; il épousa une institutrice, d'une vieille famille beauveronne protestante. De leur union naquirent deux enfants, dont Jean, qui furent élevés dans la religion protestante.

Jean Zay fit des études très brillantes au lycée Pothier d'Orléans où il était boursier. Il fut laureat de français, puis de philosophie au concours général en 1922 et en 1923.

La situation matérielle de sa famille était difficile, aussi dut-il travailler. Secrétaire de rédaction au journal Le Progrès du Loiret et clerc d'avoué, cela ne l'empêcha pas de faire des études de droit qui lui permirent, en 1928, de s'inscrire au barreau d'Orléans.

Tout devait inciter Jean Zay à écrire ; jusqu'à la guerre, on put lire ses articles dans Le Progrès du Loiret et le Grenier, revue créée en 1925 par un groupe de jeunes intellectuels ; plus tard, il utilisa ses longues heures de prisonnier à la rédaction des romans policiers qui seront publiés dans un journal de gauche, Heures claires : son principal roman policier écrit pendant la guerre sera La bague sans dolce. Toutefois, son principal ouvrage est indiscutablement ses Souvenirs de solitude, qui date aussi de cette sombre période.

Très jeune, Jean Zay a été attiré par la politique ; en attendant la majorité, il milite aux jeunesse laïques et républicaines fondées en 1900 ; puis il adhéra au parti radical radical-socialiste où il se situa à la gauche et figura parmi les jeunes tueurs qui reprochaient à la direction du parti sa mollesse et son opportunisme : il rejoignait la franc-maçonnerie.


Désigné par les comités radicaux et radicaux-socialistes de la 1ère circonscription comme candidat à la députation, il fut investi par la fédération du Loiret et les instances nationales radicales. Dans sa profession de foi, il se montrait résolument réaliste : « Ce n'est pas dans les aventures de caractère révolutionnaire qu'une amélioration peut être trouvée ; il faut assurer la paix, établir la justice, servir le progrès social, préserver les institutions républicaines. »


L'activité locale de Jean Zay fut loin d'être négligeable : c'est ainsi qu'il essaya de résoudre les problèmes sociaux de ses concitoyens, tentant de lutter contre le chômage, d'aider le personnel licencié de la Compagnie des tramways du Loiret, s'occupant de l'organisation de l'aéroplane de Briey.

Ceci explique que la seconde élection de Jean Zay fut plus facile que la première : il se heurta encore à Maurice Berger qui était devenu conseiller municipal d'Orléans.
ZAY — 3239 — ZAY


L'implantation locale de Jean Zay fut d'allure consacrée : lors d'une élection cantonale, par exemple le 14 mars 1936, il fut élu au second tour de scrutin ; le 17 octobre 1937, ses électeurs devenaient le référendaire dans le canton Orléans-Nord-Est.

L'activité parlementaire de Jean Zay fut très importante. N'ayant que 27 ans, il figura, lors de la première séance, parmi les secrétaires d'âge. Il devint d'ailleurs, par la suite, faire partie du bureau définitif de la Chambre ; en effet, il fut élu le 8 janvier 1935 secrétaire de la Chambre des députés et réélu le 14 janvier 1936.

Au cours de sa première législature, Jean Zay participait aux travaux d'un grand nombre de groupes parlementaires et entrait à la commission du commerce et de l'industrie et à la commission de législation civile et criminelle ; en 1935, il devint secrétaire de commission. Il fit partie également de la commission d'enquête chargée de rechercher les responsabilités encourues depuis l'origine de l'aviation et s'occupa essentiellement aux questions économiques et sociales ; rarement, il intervint à la tribune sur les grands problèmes de politique générale ; son opinion sur ceux-ci ne nous est connue que par ses prises de position aux congrès radicaux et par ses articles à La France du Centre.

À la Chambre, il souffrit par ses interventions et ses votes toutes les lois sociales qui furent proposées ; il s'associait à la législation à la Chambre des députés, et fut l'un des défenseurs des lois artisanales. Il rapporta la loi sur les clauses restrictives de la liberté du travail, et s'opposa énergiquement à la politique de déflation.

Les idées politiques de Jean Zay sont indiscutablement celles d'un homme de gauche. Jusqu'en 1932, il est sincèrement partisan d'une fédération des États européens ; il ne croit pas à la guerre en 1935 ; il condamna la politique colonialisante d'Allemagne sur l'Afrique du Sud et en Éthiopie ; il déconseillait la politique de non-intervention de la France dans la guerre civile espagnole ; il condamna l'accord de Munich.

Albert Sarraut, dans son 2e cabinet formé le 24 janvier 1935, le nomma sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil. Il fut ainsi, à l'âge de 31 ans, le plus jeune ministre de la IIIe République.

Après la victoire du Front populaire, Léon Blum le choisit comme ministre de l'Education nationale, le 4 avril 1936 ; il quitta ce poste dans les 3e et 4e cabinets Camille Chautemps, le 2e cabinet Léon Blum et le 3e gouvernement Édouard Daladier. Il fut donc ministre de l'Education nationale du 4 juin 1936 au 10 septembre 1939.

Donné d'une étonnante puissance de travail, il sut s'entourer de sonne de collaborateurs éminents.

Jean Zay désirait supprimer les inégalités d'origine sociale en établissant la scolarité gratuite. Pour l'école laïque, comme le dira Herriot en mai 1948, était « le plus efficace et le plus puissant moyen de la fraternité nationale ». Le 5 mars 1937, il déposa sur le bureau de l'Assemblée son projet de formation de l'enseignement. L'enseignement primaire égalitaire public était unifié par la transformation des classes primaires élémentaires des lycées et collèges en écoles publiques. Le certificat d'études primaires élémentaires sanctionnait les études primaires ; il était indispensable pour accéder à l'enseignement du second degré. L'enseignement public du second degré était gratuit ; il commençait par une année d'orientation ; celle-ci terminée, les élèves avaient le choix entre trois sections : classique, moderne ou technique. Un diplôme d'État facultatif sanctionnait les quatre premières années d'études. Le bacalauréat couronnait toutes les études secondaires.

L'enseignement primaire complémentaire et l'enseignement post-scolaire devaient permettre aux élèves qui ne désiraient pas l'étude d'accéder au second degré de compléter leur instruction. Les instituteurs devaient obligatoirement posséder le baccalauréat et obtenir, après leur seconde année, les écoles normales, un certificat d'aptitudes pédagogiques.

Jean Zay déposa également, pour remodeler la vie intellectuelle française, un projet de loi important sur le droit d'auteur et le contrat d'édition ; le droit d'auteur ne serait plus un droit de propriété mais un droit inaliénable, un droit attaché à l'œuvre, fait par l'auteur. Le véritable propriétaire reviendrait à la collectivité tout entière.

Enfin, dans la même perspective de réformes fondamentales, le ministre de l'Éducation nationale déposa un projet de loi tendant à créer une École nationale d'administration ; l'É.N.A. devait comprendre deux sections : l'une normale destinée au recrutement des emplois de rédacteurs ou assimilés, l'autre dite « section supérieure » ayant pour but la préparation aux postes de la haute administration. L'École des sciences politiques formerait seulement les fonctionnaires du premier degré, sous le contrôle de l'État. En plus de cette École nationale d'administration, Jean Zay envisageait de créer auprès des principales universités de province, instituts de préparation administrative recevant les boursiers. Le projet de loi établissant l'É.N.A. fut voté à la Chambre le 27 janvier 1935 par 422 voix contre 137.

Ces trois textes importants ne devaient pas être votés par le parlement avant la guerre ; ils seront d'ailleurs repris après. Mais, sans attendre leur adoption, Jean Zay prit des mesures décisives en maints
domaines. Un mois après son installation
rue de Grenelle, il fit voter la loi
du 13 août 1836 qui prolonge jusqu'à
quatorze ans la durée de la scolarité
obligatoire et qui réforme l'enseignement
primaire à une profession spécialisée. Dans ce sens, une
circulaire ministérielle prévoyait dans les
ecoles primaires un après-midi consa-
cré à des activités dirigées.

Pour permettre l'enseignement des
élèves, il fixa à 35 l'effectif de chaque
cours ; il lut contrairement au
serment scolaire ; de plus un décret-loi de 1839
généralisa la médecine préventive des
étudiants. Son objectif était également
de rendre l'éducation physique un obli-
toire dans tous les ordres d'enseigne-
ment : l'arrêté ministériel du 23 mars
1938 prévoit que trois heures seraient
consacrées par semaine à l'éducation
physique. En 1837, il déclara son intention
de transformer la bibliothèque populaire au
public des études primaires. Il y réorganisa en outre
l'Office du sport scolaire et universitaire.

Par ailleurs, il développe le camping
et le tourisme populaire, et crée le
comité supérieur des œuvres sociales en
faveur des étudiants le 27 juillet 1936.
Sous son ministère le Bureau universi-
taire des statistiques — le B.U.S. —
prend un grand essor. Tout ce qui ne
pêche pas de s'intéresser à l'enseigne-
ment primaire à l'Ecole normale de
Sévres, à la recherche scientifique, à l'en-
seignement du français à l'étranger.

Jean Zay n'était pas uniquement minis-
tre de l'Éducation nationale ; dans ses
attributions figurait également la culture
française. Dans ce domaine, il a
parti pour le total respect, et a
transformé et modernisé les musées ; il a créé aux mu-
sées nationaux un département des
arts et traditions populaires ; il a une
politique en matière de cinéma, et il a
posé un projet de statut du cinéma
français, il a conscience de l'import-
ance du cinéma scolaire, il a créé le
gros prix du cinéma français qui fut décerné
pour la première fois en 1939 et pré-
parée pour septembre 1939, le premier fes-
tival de Cannes ; il essaia de sauvegarder
certains monuments, il réorganisa le
Conseil général des bâtiments civils.

Jean Zay, ministre actif et en bien
des domaines novateurs, fut en même
temps l'un des plus grands artisans de son
génie ou de sa politique. La haine
qui lui voulaient certains secteurs de l'op-
inion apparaît clairement dans «l'affaire
du drapeau » ; ayant écrit à 10 ans cer-
taines phrases non patriotiques sur le drapeau français, d'aucuns voulaient y voir
non pas une attitude de jeune incon-
cent mais la profession de foi qui parta-
gait encore l'adulte devenir ministre !

Jean Zay donna sa démission de minis-
tre le 15 septembre 1939, voulant participer
activement à la lutte contre l'ennemi
surréalisme ; la débâcle survenant, le sous-
lieutenant Jean Zay s'embarqua sur le
Massilia, ce qui lui fut apporté
reproché, et de ce fait, ne put participer
au Congrès de Vichy le 10 juillet 1940.

ZÉVÁES (Alexandre Bourson dit), né le 20 mai 1873 à Moulines (Allier).

Député de l'Isère
de 1898 à 1902 et de 1904 à 1910.

Alexandre Zévâes manifesta très tôt
son goût pour la politique. Élève au
lycée de Moulin et collaboreur du petit journal révolutionnaire de Comment,
it avait choisi ce pseudonyme de Zé-
vâes en pensant à la fois à l'écrivain
Michel Zévaco et à Jules Vallès. Il le
conserva toujours et c'est sous ce nom
qu'il fut élu à vingt-cinq ans, députe
socialiste de l'Isère. C'était alors le seul
pseudonyme admis à la Chambre.

Sa première élection — en 1898 — fut
acquise au second tour, par 9 348 voix
contre 6 840 à Aristide Rey, député sortant.

En octobre 1908 il partit, avec
Jaurès, Jules Guesde et Viviani, du comité
de vigilance désigné par le parti socialiste
pour se dresser contre l'agitation nationa-
liste anti-dreyfusarde.

Il dépose de nombreuses propositions
de loi qui, toutes, témoignent de son
esprit socialiste : l'organisation géné-
rale etimmédiate des retraites et des
soins de maladie pour les travailleurs,
sur les règlements d'atelier, sur les
accidents du travail, sur le repos hebdo-
madaire à accorder aux employés
de commerce et de magasin. Il propose la
suppression des sous-préfets, la
suppression du budget des cultes, il demande d'interdire l'intervention de l'armée
entre les grèves et dépose un projet loi tend-
ant à organiser le droit de grève. Il
dépose un projet de résolution « tendant
table pour faire éclater les ouvriers les inspec-
teurs du travail ».

En 1902, il perd son siège dans la 2e circonscription de l'isère battu par 10 958 voix contre 12 834 à Pichot. Le 13 mars 1903 il a été élu dans la 1e cir-
conscription, par 8 000 voix, en rempla-
cement de Gustave Rivet devenu sénateur.
Il sera réélu, toujours dans la
1e circonscription, en 1906, par 7 342 voix contre 6 564.

Le 27 mai 1904, il dépose une demande d'interpellation à la suite de la lettre du
cardinal Merry del Val protestant contre
la visite faite par le président Loubet au
roi Victor-Emmanuel III.

L'antilibéralisme de Zévâes se mani-
feste dès le 10 juin 1904, alors qu'Emile
Combaz, président de la Commission des
Affaires de l'Intérieur et des Cultes, est pris à
daire à propos de l'affaire du « million
de chartreux » et accusé d'avoir reçu
des offres considérables pour autoriser
ceux de la Congrégation. Doutant de sa
declaration, il déclare que l'un de ses principaux
mérites aux yeux du corps électoral est d'avoir toujours mené le combat le plus
ardent contre les congrégations en général
et les chartreux en particulier.
Le 14 mars 1906, lors de la présentation du cabinet Sarrien, Zéviès prend part à la discussion de l'interpellation de Flandu sur la politique générale du gouvernement. Il demande de "dompter la rébellion cléricale et aussi de mettre un terme à l'arrogance militaire". Plus humainement, il demande une enquête sur la catastrophe de Courrières et rapporte une proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.

Le 13 juillet 1906, il dépose l'ordre du jour suivant concernant l'affaire Dreyfus : « La Chambre rend hommage aux artisanes de la révision et félicite les auteurs des crimes dénoncés par l'arrêté de la Cour de cassation ». Zéviès se rallie à l'ordre du jour analogue déposé par Pressensé et qui, à la demande de Sarrien, président du Conseil, est repoussé par la Chambre.

Le 24 avril 1913, Zéviès n'obtient, dans la 2e circonscription de Grenoble, que 2,999 voix contre 8,540 à Dijon, 4,219 à Mistral, élu au second tour et 2,082 à Cornand, député sortant, sur 29,537 inscrits.

Zéviès, qui s'est inscrit au barreau parisien en novembre 1895, partage alors sa vie entre le Palais de Justice et la Bibliothèque nationale où il travaille à la rédaction d'une série d'ouvrages d'histoire, consacrés surtout à la 1er République et au socialisme français. Son œuvre est très abondante : Aperçu historique sur le parti ouvrier français (1899) ; Le socialisme en France depuis 1770 (1908) ; Les Guesdistes (1911) ; Notes et souvenirs d'un militaire (1919). Son Histoire de la 1er République, publiées en 1926, se lit encore avec beaucoup d'intérêt. L'inspiration démocratique et libérale n'y alterne en rien l'objectivité de l'historien.

Au Palais, Alexandre Zéviès défendit la défense de Paris, en particulier le 20 mars 1871, et à Jaurès qui, après plus de quatre années de prison préventive, bénéficia d'un arrêt d'acquittement.

ZUNINO (Michel, Jean, Marius), né le 12 juin 1839 à Toulon (Var).

Deputé du Var de 1936 à 1942.

Viticulteur-négociant, Michel Zunino fit la guerre de 1914-1918 qu'il termina comme capitaine d'artillerie. Il fut deux fois blessé et fit l'objet de trois citations.

Dernier maire de La Garde en 1931 et conseiller général en 1934, il se présente d'abord, mais sans succès, au renouvellement triennal du Sénat d'octobre 1935 sur la liste S.F.I.O, accédant à la vice-présidence du Conseil général.

Il vote au second tour pour les propositions de 1936 comme socialiste S.F.I.O au second tour par 7,894 voix contre 5,881 a son principal concurrent, Chanel.

À la Chambre, membre de la commission de la marine marchande, de celle de la marine militaire et de la commission de l'agriculture, il présente une proposition de loi tendant à accorder des crédits destinés à venir en aide aux victimes des inondations dans le département du Var. Il intervient dans la discussion du budget de l'agriculture pour l'exercice 1938.

Il fut l'un des 50 parlementaires qui votèrent le 10 janvier 1940 contre la délegation de pouvoirs au maréchal Pétain.

Il était chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

ZUURLENDEN (Emile, Auguste, François, Thomas), né le 3 novembre 1837 à Colmar (Haut-Rhin), mort le 9 mars 1929 à Paris.

Ministre de la Guerre du 25 janvier au 30 octobre 1895 et du 5 au 17 septembre 1898.

Elève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole de Metz et de celle de Saumur, Emile Zuurleiden est nommé sous-lieutenant d'artillerie le 1er octobre 1860. Il est promu lieutenant le 1er octobre 1860, capitaine le 12 août 1866, chef d'escadron le 16 septembre 1871, lieutenant-colonel le 28 avril 1877, colonel le 13 novembre 1880, général de brigade le 24 octobre 1889, général de division le 26 octobre 1900.

En 1870, le capitaine Zuurleiden était aide de camp du général Berckheim. Fait prisonnier à Metz et envoyé à Wiesbaden, il fut enfermé dans la forteresse de Giogou. Ayant réussi à s'évader, il vient à Paris se mettre au service du gouvernement de la Défense nationale et il est nommé chef d'état-major d'artillerie du 25e corps, armée de la Loire.

En 1881, alors colonel, il est nommé commandant en second de l'Ecole polytechnique. Comme général de division, il commande la 2e division d'infanterie du 1er corps d'armée du Mans, lorsqu'il est appelé par le président Ribot à prendre le portefeuille de la Guerre dans le premier cabinet formé le 26 janvier 1893, après l'avenement de Félix Faure à la présidence de la République.

Il n, comme ministre, la responsabilité de l'expédition du Madagascar. Il démissionne avec ses collègues le 30 octobre suivant.

Après avoir commandé le 15e corps d'armée à Marseille, il revient au ministère de la Guerre le 5 septembre 1895 dans le 2e cabinet Brisson, après la démission de Cavaignac; mais en désaccord avec les autres membres du cabinet sur la question de la révision du procès Dreyfus, il cède le portefeuille au général Chalonge dès le 17 septembre.

De janvier 1898 à juillet 1909, il est commandant militaire de Paris. Relégué de cette fonction en 1899 par le cabinet Waldeck-Rousseau qui le remplace à poste par le général Brugère, il se consacre à celle de membre du Conseil su-
Il meurt à Paris le 9 mars 1929, à l'âge de 91 ans.

Le général Zurlinden était grand-officier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, membre de nombreux ordres étrangers : grand officier de l'Ordre du Lion et du Soleil de Perse, grand croix de l'Ordre du Nicham Itilkar, grand croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce.